

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} février 2024.

Bruxelles, le 21 mars 2024.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :
Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales,
des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,
P.-Y. JEHOLET
La Ministre de l'Education,
C. DESIR

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/003159]

21 MAART 2024. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 januari 2024 tot uitvoering van het Wetboek van het basis- en secundair onderwijs met betrekking tot de Netoverschrijdend Kamer van Beroep bevoegd voor beslissingen om leerlingen in de gemeenschappelijke kern te behouden en beslissingen om het basisstudiegetuigschrift niet toe te kennen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, artikel 2.3.2-11 en artikel 2.3.4-3, § 2, zoals respectievelijk gewijzigd en ingevoegd bij het decreet van 20 juli 2023 betreffende de digitalisering en operationalisering van de procedures voor uitzonderlijk zittenblijven die van toepassing zijn tijdens het traject van de leerling in de gemeenschappelijke kern;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 mei 2007 betreffende de organisatie en de werking van de Raad van Beroep tegen de beslissingen tot weigering van de uitreiking van het Getuigschrift van Basisonderwijs na het lager onderwijs;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 januari 2024 tot uitvoering van het Wetboek van het basis- en secundair onderwijs met betrekking tot de Netoverschrijdend Kamer van Beroep bevoegd voor beslissingen om leerlingen in de gemeenschappelijke kern te behouden en beslissingen om het basisstudiegetuigschrift niet toe te kennen;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 11 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 januari 2024 tot uitvoering van het Wetboek van het basis- en secundair onderwijs met betrekking tot de Netoverschrijdend Kamer van Beroep bevoegd voor beslissingen om leerlingen in de gemeenschappelijke kern te behouden en beslissingen om het basisstudiegetuigschrift niet toe te kennen, worden de woorden "Artikel 9 treedt in werking" vervangen door de woorden "Artikel 8 treedt in werking".

Art. 2. In artikel 12 van hetzelfde besluit worden de woorden "vastgesteld in 12" vervangen door de woorden "vastgesteld in artikel 11".

Art. 3. De Minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 februari 2024.

Brussel, 21 maart 2024.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap:

De Minister-Président, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,
P.-Y. JEHOLET
De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/003194]

21 MARS 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française exécutant le décret du 1^{er} février 2024 en matière de subventionnement des activités EVRAS à destination des jeunes

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 1^{er} février 2024 en matière de subventionnement des activités EVRAS à destination des jeunes fréquentant des structures de jeunesse, les articles 3, 5 et 10 ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 juillet 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 juillet 2023 ;

Vu l'avis conjoint de la Commission Consultative des Organisations de Jeunesse (CCOJ), instituée par l'article 38 du décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse, et de la Commission Consultative des Maisons et Centres de Jeunes (CCMCJ), instituée par l'article 21 du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations, donné le 5 septembre 2023 ;

Vu l'avis du Forum des jeunes, institué par le décret du 3 mai 2019 instaurant un forum des jeunes de la Communauté française, donné le 4 septembre 2023 ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de trente jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 26 février 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 75.711/2 ;

Vu la décision de la section de législation du 26 février 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, §5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Égalité des chances et de la Ministre de la Jeunesse ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° décret : décret du 1^{er} février 2024 en matière de subventionnement des activités EVRAS à destination des jeunes ;

2° accord de coopération : accord de coopération du 7 juillet 2023 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la généralisation de l'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle ;

3° activités EVRAS : tel que défini à l'article 2, 2°, de l'accord de coopération ;

4° Administration : le Service de la Jeunesse et la Direction de l'Égalité des Chances du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles ;

5° EVRAS en jeunesse : toute activité EVRAS, telle que définie à l'article 2, 2° de l'accord de coopération, ainsi que la réalisation d'outils spécifiques à l'EVRAS, au bénéfice des jeunes au sein des organisations de jeunesse agréées et les groupements de jeunesse reconnus en vertu du décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse et des centres de jeunes agréés en vertu du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de jeunes et d'hébergement et centre d'information des jeunes et de leurs fédérations ;

6° EVRAS : tel que défini à l'article 2, 1°, de l'accord de coopération ;

7° les Ministres : le ou les Ministres qui ont la Jeunesse et l'Égalité des chances dans leurs attributions.

Art. 2. §1^{er}. Les Ministres lancent annuellement un appel à projets, intitulé « EVRAS en jeunesse », pour encourager la réalisation d'activités d'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle (EVRAS) auprès des opérateurs jeunesse définis à l'article 4 du décret.

§2. Les Ministres fixent dans l'appel à projets :

1° la date à laquelle les projets doivent être introduits ;

2° la procédure à respecter pour introduire un projet ;

3° le calendrier d'analyse des projets dans les limites définies à l'article 5 ;

4° le cas échéant, l'orientation prioritaire telle que déterminée à l'article 5, §2, du décret ;

5° les modalités de liquidation de la subvention ;

6° la nature des dépenses admissibles ;

7° les documents justificatifs à remettre par le bénéficiaire de la subvention dans les limites prévues par l'article 6.

Art. 3. §1^{er}. Un montant global de minimum 100.000 euros est affecté chaque année à l'appel à projets.

Dans la limite des crédits disponibles, les subventions octroyées s'élèvent à un montant maximum de 7.500 euros par projet.

Les Ministres peuvent décider d'affecter un budget supplémentaire à l'appel à projet et d'augmenter le montant maximal octroyé à chaque projet.

Art. 4. Les Ministres octroient le montant de la subvention pour chaque projet recevable et sélectionné conformément à la procédure définie à l'article 5.

Art. 5. §1^{er}. L'administration se prononce sur la recevabilité du dossier dans les 15 jours suivant la date limite de dépôt fixée dans l'appel à projets. L'opérateur est tenu de présenter, dans les 10 jours suivant la réception de la demande de l'administration, tout autre document ou renseignement qui pourrait lui être réclamé en complément.

§2. L'Administration communique, dans les 45 jours à partir de la date limite de dépôt des dossiers, au(x) ministre(s), les résultats de l'analyse de recevabilité et de sélection des projets et formule une proposition conjointe quant au montant de la subvention à octroyer à chaque projet.

§3. Le(s) ministre(s) se prononce(nt) dans un délai de 30 jours.

§4. L'administration notifie les décisions ministérielles aux opérateurs dans les 15 jours de la transmission de celles-ci. L'arrêté d'octroi détermine éventuellement les conditions supplémentaires auxquelles est soumis l'opérateur en application de l'article 8, §2, du décret.

Art. 6. §1^{er}. Dans le mois suivant la fin du projet, et au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'octroi de la subvention, l'opérateur remet à l'administration un dossier de justification comprenant un rapport d'activités et d'évaluation circonstanciés, transmis au moyen d'un formulaire communiqué par l'administration, ainsi qu'un rapport financier.

§2. L'opérateur est tenu de présenter, dans les 15 jours suivant la réception de la demande de l'administration, tout autre document ou renseignement qui pourrait lui être réclamé ultérieurement.

Art. 7. §1^{er}. L'administration remet aux Ministres, au plus tard le 30 octobre de l'année qui suit l'appel à projets, un rapport de suivi de l'appel à projets passé et, tous les quatre ans, un rapport d'évaluation sur les résultats des appels à projets.

§2. Les Ministres peuvent arrêter un modèle spécifique de rapport d'évaluation. Néanmoins, le rapport comprend au moins les éléments suivants :

- a) les types d'opérateurs ayant dispensé les activités ;
- b) la répartition géographique de mise en œuvre des projets soutenus, par code postal et province ;
- c) la répartition des projets, montants octroyés et publics bénéficiaires anonymisés (type, nombre, sexe, tranche d'âge) des actions, par axe d'action visé à l'article 5 du décret ;
- d) les thématiques abordées, telles que reprises à l'article 4 de l'accord de coopération.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 9. Les Ministres qui ont la jeunesse et l'égalité des chances dans leurs attributions sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 mars 2024.

Pour le Gouvernement de la Communauté française,
Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales,
des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,
P.-Y. JEHOLET
Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Egalité des Chances et de la Tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN
La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,
F. BERTIEAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/003194]

21 MAART 2024. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van het decreet van 1 februari 2024 inzake subsidiëring van EVRAS-activiteiten gericht op jongeren

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 1 februari 2024 inzake subsidiëring van EVRAS-activiteiten gericht op jongeren in jeugdstructuren, artikelen 3, 5 en 10 ;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 juli 2023;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 20 juli 2023;

Gelet op het gezamenlijk advies van de Adviescommissie voor de jeugdorganisaties (A.C.J.O.), ingesteld bij artikel 38 van het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties, en de Adviescommissie voor de jeugdhuizen en -centra (A.C.J.H.C), ingesteld bij artikel 21 van het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, van ontmoetings- en huisvestingscentra en van informatiecentra voor jongeren en van hun federaties, gegeven op 5 september 2023 ;

Gelet op het advies van het Jongerenforum, opgericht bij het decreet van 3 mei 2019 tot oprichting van een Jongerenforum van de Franse Gemeenschap, gegeven op 4 september 2023;

Gelet op de aanvraag om advies van de Raad van State binnen een termijn van 30 dagen, met toepassing van artikel 84, §1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de aanvraag om advies op 26 februari 2024 ingeschreven werd in de rol van de afdeling wetgeving van de Raad van State onder het nummer 75.711/2;

Gelet op de beslissing van de afdeling wetgeving van 26 februari 2024 om geen advies te geven binnen de gevraagde termijn, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Gelijke kansen en van de Minister van Jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 1 februari 2024 inzake subsidiëring van EVRAS-activiteiten gericht op jongeren ;

2° samenwerkingsakkoord : het samenwerkingsakkoord van 7 juli 2023 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de veralgemening van de relationele, affectieve en seksuele opvoeding;

3° EVRAS-activiteiten: zoals bepaald in artikel 2, 2° van het samenwerkingsakkoord ;

4° Administratie: de Dienst voor de Jeugd en de Directie Gelijke Kansen van het Ministerie van de Federatie Wallonië-Brussel;

5° EVRAS voor jongeren : elke EVRAS-activiteit, zoals gedefinieerd in artikel 2, 2°, van het samenwerkingsakkoord, evenals de verwezenlijking van specifieke EVRAS-instrumenten, ten voordele van jongeren in erkende jeugdorganisaties en jeugdgroepen, erkend in het kader van het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van subsidies aan jeugdorganisaties en ontmoetingscentra,

verblijfscentra en jongereninformatiecentra die erkend zijn overeenkomstig het decreet van 20 juli 2000 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, ontmoetingscentra, verblijfscentra en jongereninformatiecentra en hun federaties;

6° EVRAS : zoals gedefinieerd in artikel 2, 1°, van het samenwerkingsakkoord ;

7° de ministers: de minister of ministers bevoegd voor Jeugd en Gelijke Kansen.

Art. 2. §1. De ministers lanceren elk jaar een oproep tot projecten, met als titel "EVRAS voor jongeren", om de implementatie van activiteiten voor relationele, affectieve en seksuele opvoeding (EVRAS) bij jeugdoperatoren aan te moedigen, zoals bepaald in artikel 4 van het decreet.

§2. In de oproep tot projecten bepalen de ministers het volgende :

1° de datum waarop de projecten moeten worden ingediend ;

2° de procedure voor het indienen van een project ;

3° het tijdschema voor de analyse van de projecten binnen de perken bepaald in artikel 5;

4° in voorkomend geval, de prioritaire oriëntatie zoals bepaald in artikel 5, §2 van het decreet;

5° de nadere regels voor de vereffening van subsidies;

6° de aard van de in aanmerking komende uitgaven;

7° de bewijsstukken die de begunstigde van de subsidie moet indienen binnen de perken bepaald in artikel 6.

Art. 3. §1. Elk jaar wordt er in totaal minstens 100.000 euro toegewezen aan de oproep tot projecten.

Binnen de perken van de beschikbare kredieten worden de subsidies toegekend tot een maximumbedrag van 7.500 euro per project.

De ministers kunnen beslissen om een extra budget toe te wijzen aan de oproep tot projecten en om het maximumbedrag dat aan elk project wordt toegekend te verhogen.

Art. 4. De ministers kennen de subsidie toe voor elk in aanmerking komend project dat is geselecteerd volgens de procedure bepaald in artikel 5.

Art. 5. §1. De administratie beslist over de ontvankelijkheid van het dossier binnen 15 dagen na de uiterste datum van indiening die in de oproep tot het projecten is vermeld. Binnen 10 dagen na ontvangst van de aanvraag van de administratie moet de operator alle andere documenten of informatie indienen die daarnaast kunnen worden gevraagd.

§2. Binnen 45 dagen na de uiterste datum van indiening van dossiers zal de Administratie de minister(s) op de hoogte brengen van de resultaten van de analyse van de ontvankelijkheid en van de selectie van de projecten en zal ze een gezamenlijk voorstel doen over het bedrag van de subsidie die aan elk project zal worden toegekend.

§3. De minister(s) zal (zullen) binnen 30 dagen een beslissing nemen.

§4. De administratie brengt de operatoren op de hoogte van de ministeriële beslissingen binnen de 15 dagen na hun verzending. Het besluit tot toekenning bepaalt eventueel de bijkomende voorwaarden waaraan de operator is onderworpen met toepassing van artikel 8, §2 van het decreet.

Art. 6. §1. Binnen de maand na afloop van het project, en uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op de toekenning van de subsidie, moet de operator een verantwoordingsdossier indienen bij de administratie, inclusief een gedetailleerd activiteiten- en evaluatieverslag, met behulp van een door de administratie verstrekt formulier, evenals een financieel verslag.

§2. Binnen 15 dagen na ontvangst van de aanvraag van de administratie moet de operator alle andere documenten of informatie indienen die later zouden kunnen gevraagd worden.

Art. 7. §1. Uiterlijk op 30 oktober van het jaar na de oproep tot projecten dient de administratie bij de ministers een opvolgingsverslag in over de voorbije oproep tot projecten en om de vier jaar een verslag over de resultaten van de oproepen tot projecten.

§2. De ministers kunnen een specifiek model voor het evaluatieverslag vaststellen. Nochtans bevat het verslag ten minste de volgende elementen :

a) de soorten operatoren die de activiteiten uitvoerden ;

b) de geografische spreiding voor de uitvoering van de gesteunde projecten, per postcode en provincie;

c) een verdeling van projecten, toegekende bedragen en geanonimiseerde begunstigten (type, aantal, geslacht, leeftijdscategorie) van de acties, per actiegebied waarnaar wordt verwezen in artikel 5 van het decreet;

d) de behandelde onderwerpen, zoals opgenomen in artikel 4 van het samenwerkingsakkoord.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 9. De Minister van Jeugd en Gelijke kansen zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 21 maart 2024.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke kansen en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en Promotie van Brussel,
F. BERTIEAUX